

Référentiel de Paye



201762 B

Rémunération des astreintes et des interventions effectuées par certains agents des directions départementales interministérielles

1. Identification

Code BJ	201762
Libellé bulletin de Paie	INDEMNITE D'ASTREINTE
Code PAY	1762
Libellé	Rémunération des astreintes et des interventions effectuées par certains agents des directions départementales interministérielles
Référence	201762 B
Libellé complémentaire	Rémunération des astreintes de sécurité effectuées par certains agents des directions départementales interministérielles
Entité Ministère Direction	INTER - Interministériel
Chapitre RdP	Indemnitaire
Date d'entrée en vigueur de l'indemnité	20/12/2012
Date d'abrogation de l'indemnité	
Date de début de validité de la fiche	01/09/2017
Date de fin de validité de la fiche	

Documentation Pissarho

https://pissarho.cisrh.rie.gouv.fr/sites/default/files/documents_en_masse/201762B_INTER_INDEMNITE_D'ASTREINTE.pdf
https://pissarho.cisrh.rie.gouv.fr/sites/default/files/documents_en_masse/EL_4_collectif.XLSX

Commentaire	
-------------	--

2. Références juridiques

Libellé du texte	Article	NOR
Décret n° 2012-1406 du 17 décembre 2012 relatif à la rémunération et à la compensation horaire ou en temps des astreintes et des interventions effectuées par certains agents des directions départementales interministérielles		PRMG1238774D
Arrêté du 17 décembre 2012 relatif à la rémunération et à la compensation horaire ou en temps des astreintes et à la rémunération des interventions effectuées par certains agents des directions départementales interministérielles		PRMG1238775A
Arrêté du 27 mai 2011 relatif aux cas de recours aux astreintes dans les directions départementales interministérielles		PRMX1110598A
Circulaire DSAF.SDPSD n° 107 du 21 juin 2013 relative aux astreinte en directions départementales interministérielles		

3. Conditions d'attribution

3.1 Populations

3.1.1 Populations éligibles

N - Contractuel de droit public
Ouvrier d'état
S - Stagiaire
T - Titulaire

3.2 Conditions d'attribution liée au corps, grade, emploi fonctionnel

Néant

3.3 Condition d'attribution liée au poste ou à l'affectation (géo ou adm)

Etre affecté dans une direction départementale interministérielle (DDI).

3.4 Condition d'attribution liée aux fonctions, sujétions, activités ou vacations

L'astreinte de sécurité pourra être confiée à des agents n'assurant pas de fonctions de chef de service, quelle que soit leur catégorie statutaire.

Un agent ne peut être placé sous astreinte de sécurité que dans la stricte mesure où il présente au moins une partie des compétences nécessaires pour assurer efficacement cette astreinte.

Ces compétences sont appréciées compte tenu des circonstances et de l'actualité locale.

- Assurer la prévention, la coordination ou l'intervention en cas d'alerte, de crise, de menace, d'incident ou à la demande des autorités pour effectuer toute opération relevant de la défense, de la sécurité civile ou de la sécurité sanitaire;
- Accomplir au nom de l'Etat des actes juridiques urgents;
- Assurer en permanence le recueil et la régulation des alertes;
- Participer à la préparation et la gestion d'actions humanitaires;
- Assurer toute opération logistique ou de maintenance des bâtiments;
- Assurer le fonctionnement des systèmes informatiques et des systèmes d'information.

Les périodes de mise sous astreinte ne pourront être, alternativement, que :

- une nuit de semaine
- un samedi
- un dimanche ou jour férié
- un week end (du vendredi soir au lundi matin)
- une semaine complète (7 jours et 7 nuits, du lundi matin au lundi matin par exemple)

3.5 Autres conditions

L'astreinte de sécurité imposée avec un délai de prévenance inférieur à 15 jours de sa date de réalisation entraîne une majoration du taux de l'indemnisation ou de la compensation horaire.

3.6 Conditions d'exclusion

Les agents qui bénéficiaient d'un régime d'indemnisation plus favorable avant la mise en place de ce dispositif interministériel continuent d'en bénéficier (indemnisation dérogatoire) et sont donc exclus du dispositif d'astreinte de sécurité.

4. Incompatibilités

Commentaire

L'astreinte de sécurité est incompatible avec l'astreinte de direction et l'astreinte d'exploitation et avec l'attribution du repos compensateur pouvant être attribué à l'agent pour la même période.

5. Modalités de liquidation

1 - ASTREINTE

5.1 Expression métier

Le montant forfaitaire par astreinte de sécurité est fixé à :

- 149,48 euros pour une semaine complète
- 109,28 euros pour un week-end (du vendredi soir au lundi matin)
- 34,85 euros le samedi
- 43,38 euros pour un dimanche ou pour un jour férié
- 10,05 euros pour une nuit de semaine.

Application d'un coefficient de majoration de 1,5 pour les astreintes ayant un délai de prévenance inférieur à 15 jours calendaires.

5.2 Plancher / Plafond

Type de contrôle	Descriptif du contrôle
Pas de contrôle	

5.3 Périodicité de versement

Type de périodicité	Commentaire
Ponctuelle	

5.4 Modalités de revalorisation

Type de revalorisation	Commentaire
Arrêté	

5.5 Attribution individuelle

Type	Commentaire
NON	

6. PAY**6.1 Information PAY : NEANT**

--

6.2 Description du mouvement

Indemnité versée par mouvement 22. Les rappels au-delà de 35 mois sont à codifier par mouvement 20 dans la limite des prescriptions en vigueur

Code indemnité	N°ordre	Date d'effet	Code paiement	Code taux	Donnée A	Donnée B	Type paiement
1762	00	01MMAAAA	1 ou 2				2
Rémunération des astreintes et des interventions effectuées par	A titre indicatif		1 Payer 2 Ne pas payer			Plafond du montant précalculé en centime d'euros	Élément non permanent

6.3 Autres informations

Élément soumis à l'impôt sur le revenu	Non
Élément soumis à précompte Service Non Fait	Non
Élément soumis à précompte Jour de carence	Non
Élément saisissable	Oui